

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (ipeb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Mars 2018

Numéro 288

Rédaction achevée le 12 mars 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

*France, la baisse saisonnière perdure
Europe, des cours globalement en baisse*

Femelles

*France, marché toujours lourd
Europe, les prix des laitières globalement en hausse*

Maigre

Plafonnement des cours à des niveaux élevés

Veaux de boucherie, stabilité des cours mais production en baisse

Veaux nourrissons, un marché qui se tend

lait de vache

- Collecte laitière relancée en France et dans l'UE-28
- Nouvelle dégradation de la balance commerciale laitière française
- Marché des produits laitiers : fragile raffermissement

viande ovine

- France : un marché moins encombré que prévu début 2018
- UE et monde : des prévisions contrastées pour 2018

lait de chèvre

- Hausse probable de la collecte de lait en 2018
- Le prix du lait dépasse 700 €/1000 litres

le chiffre du mois

578 MI

C'est la collecte espagnole de lait de chèvre en 2017, devant celle de la France (565 MI).

zoom

Prévisions 2018 :
Production laitière européenne relancée

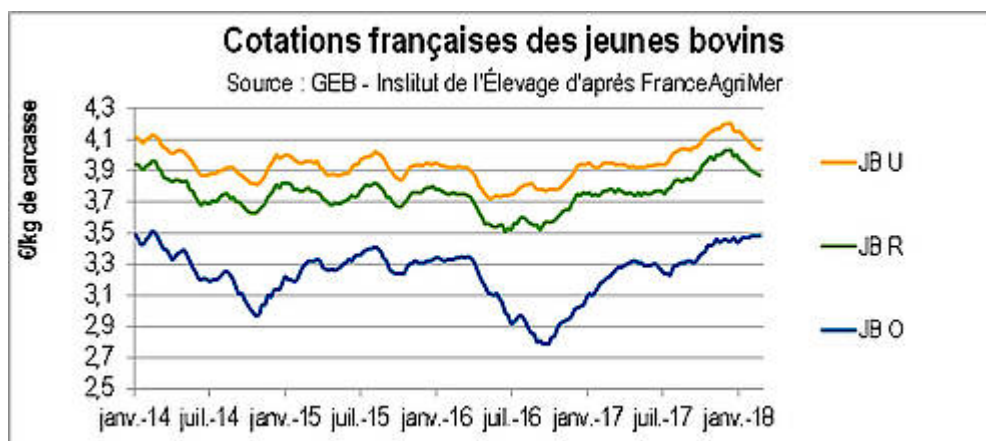
Jeunes bovins en France : la baisse saisonnière perdue

Comme en Italie et en Pologne, les JB français de race à viande subissent la baisse saisonnière des cours. Seul le cours des JB laitiers se tient bien.

Baisse des cotations de race à viande

Les cotations des JB de race à viande baissent depuis le début de l'année probablement en raison de l'abondance des viandes de femelles allaitantes sur le marché national. A 4,04 €/kg (+2% /2017), le JB U a perdu 11 centimes depuis le 1^{er} janvier et le JB R 13 centimes sur la même période pour tomber à 3,88 €/kg (+3% /2017).

La tendance est contraire pour la cotation du JB O. Depuis le 1^{er} janvier, elle a gagné 4 centimes pour atteindre en semaine 8, 3,48 €/kg, soit +8% par rapport à 2017. Elle ne cesse de s'apprécier semaine après semaine après avoir atteint un triste record au cours de l'été 2016 lors de l'engorgement du marché national par les femelles laitières.



Des sorties toujours en retrait

Au 1^{er} février, les effectifs de mâles de type viande de 14 à 24 mois présents en ferme étaient en hausse par rapport à leurs niveaux de 2017 à pareille époque (+7,6% /2017 soit +28 000 têtes). Malgré des disponibilités abondantes en ferme, les abattages de JB allaitants sont ralentis (-5% /2017), à 47 000 têtes en février selon l'indicateur mensuel de Normabev.

Du côté des mâles laitiers, les sorties sont aussi moindres (-5% /2017) à 11 000 têtes en février, mais faute de disponibilités en ferme. Les effectifs de 18 à 24 mois en élevage étaient en retrait au 1^{er} février (-2,7% /2017 soit -300 têtes).

Des exportations de viande fraîche et congelée stables en janvier

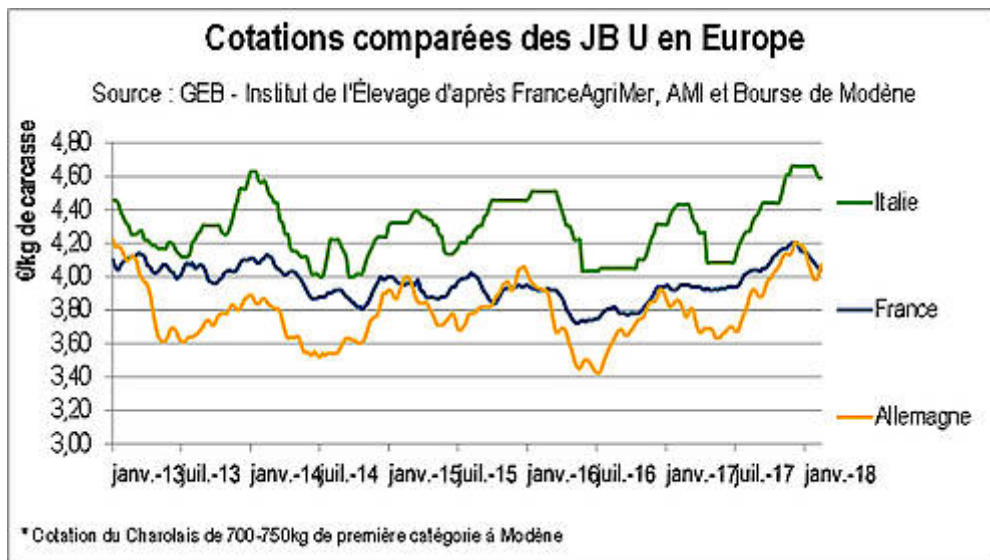
En janvier 2017, d'après les douanes françaises, les exportations françaises de viande bovine fraîche et congelée ont atteint 19 300 téc, volume stable par rapport à janvier 2017. Les envois vers les clients traditionnels ont reculé : Italie (-6% à 6 300 téc) et Grèce (-5% à 3 500 téc). En revanche, ils sont haussiers sur l'Allemagne (+8% à 3 900 téc) et les pays tiers (+33% à 1 200 téc).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Jeunes bovins en Europe : des cours globalement en baisse

La baisse saisonnière des JB européens se poursuit, sauf en Allemagne où le manque d'offre a provoqué un redressement des cours.

Italie : Baisse saisonnière des cours des mâles



En Italie, les prix poursuivent leur baisse saisonnière. La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a perdu à nouveau 7 centimes sur les 4 semaines de février. A 2,66 €/kg vif, elle reste toutefois supérieure à son niveau de l'année dernière à pareille époque (+2% /2017 et = /2016).

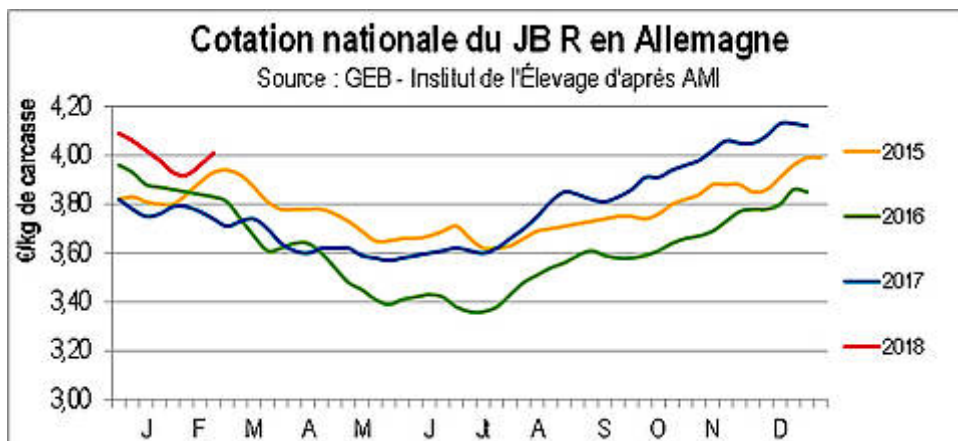
La cotation du Croisé national est toujours stable depuis décembre, à 2,43 €/kg vif (= /2017). Le cours du Limousin de 600-650 kg, qui a cédé de 3 centimes en 4 semaines, a été ramené à 2,78 €/kg (+1% /2017).

La BDNI italienne fait état d'une hausse du nombre de mâles de 1 à 2 ans présents dans les ateliers fin février (+33 000 têtes ou +8% /2017). En revanche, les mâles de 0 à 12 mois sont moins nombreux que l'année précédente (-14 000 têtes ou -2% /2017). Les sorties devraient se maintenir en ce début d'année.

Allemagne : embellie sur les prix

Les prix ont pris un virage à 180°. La baisse saisonnière a en effet été interrompue par un coup de frein dans l'offre. Les sorties de taurillons ont fortement baissé sur les semaines 5 à 8, les dernières connues, de -11% /2017 selon l'indicateur AML. La demande devrait être croissante dans les semaines à venir en raison notamment des vacances de Pâques, période favorable à la consommation de viande de taurillon.

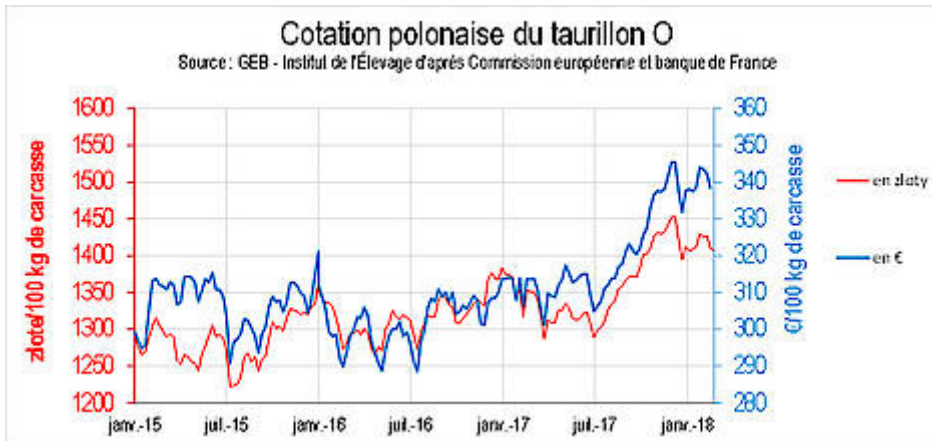
En conséquence, les cours ont repris des couleurs. La cotation du JB U a atteint 4,07 €/kg de carcasse fin février (+4% /2017 ; +2% /2016). Celle du JB R a atteint 4,01 €/kg (+4% /2017 ; +2% /2018) et celle du JB O 3,73 €/kg (+6% /2017 ; = /2016).



Pologne : +13% de taurillons abattus en 2017

En Pologne, la production de viande bovine a totalisé 559 000 téc sur l'ensemble de l'année 2017, soit +11% /2016. Les taurillons ont compté pour 56% de ce tonnage, soit 314 000 téc (+15% /2016), correspondant à 960 000 taurillons (+13% /2016, ou +113 000 têtes). Au 1^{er} semestre 2018, la production polonaise de taurillons devrait poursuivre sa dynamique, à un rythme toutefois ralenti. En effet, l'enquête cheptel de décembre 2017 dénombrait 852 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 9 000 têtes de plus qu'en 2016 (+1%).

La baisse saisonnière des cours s'est amorcée en février. Le JB O polonais cotait 14,07 zlotys/kg de carcasse fin février (+4% /2017). Converti en euros, le prix du JB O polonais a perdu 6 centimes en 1 mois pour tomber à 3,38 €/kg de carcasse en semaine 8 (+8% /2017).



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

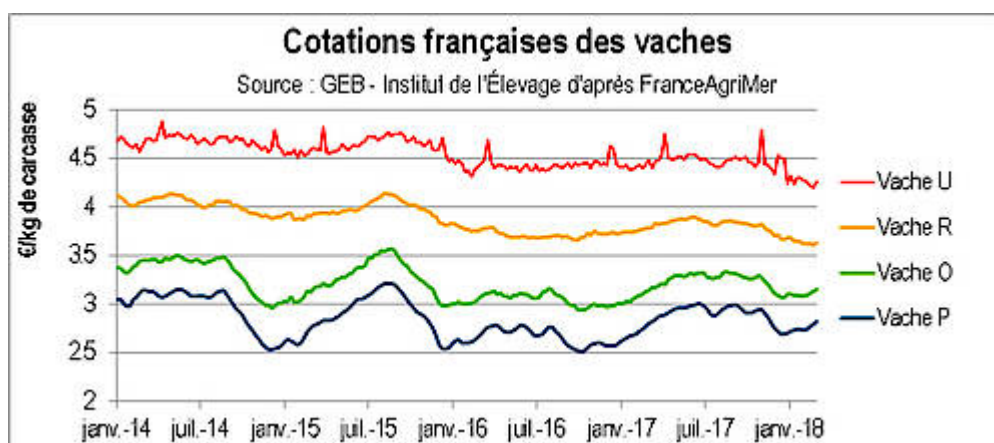
Femelles en France : marché toujours lourd

Les réformes de vaches sont toujours nombreuses et accentuent la pression sur les cours. L'approche de Pâques semble toutefois donner un peu d'air à la cotation de la vache U.

Prix des allaitantes sous pression

Sous le poids des sorties, les prix des vaches allaitantes se sont encore dégradés depuis le début de l'année. La vache U a perdu 6 centimes en 2 mois et la R 5 centimes, pour se situer respectivement début mars à 4,26 €/kg de carcasse (-5% /2017 ; -4% /2016) et 3,63 €/kg (-4% /2017 et 2016). Les cotations ont toutefois regagné quelques centimes en semaine 9, ce qui pourrait être un signal des abatteurs pour la préparation du week-end Pascal.

Les cotations des laitières s'en sortent mieux. Elles suivent l'évolution enregistrée en 2017. Celle de la vache O a gagné 5 centimes depuis le début de l'année pour remonter à 3,15 €/kg début mars (= /2017 ; +2% /2016) et celle de la vache P 10 centimes à 2,82 €/kg (+1% /2017 ; +5% /2016).



La décapitalisation allaitante engendre un important surcroît de réformes

Après 3 années de capitalisation, le cheptel allaitant français a inversé sa dynamique. La baisse du nombre de vaches allaitantes, effective depuis avril 2017, s'accroît de mois en mois. Au 1^{er} février 2018, le recul était de 2,5% /2017. Cette accélération de la baisse libère toujours plus de vaches de réforme.

Ainsi, sur les 2 premiers mois de l'année, 136 000 vaches de race à viande ou croisées ont été abattues d'après les données Normabev (+9% /2017 ; +13% /2016), ainsi que 59 000 génisses (+6% /2017 ; +8% /2016).

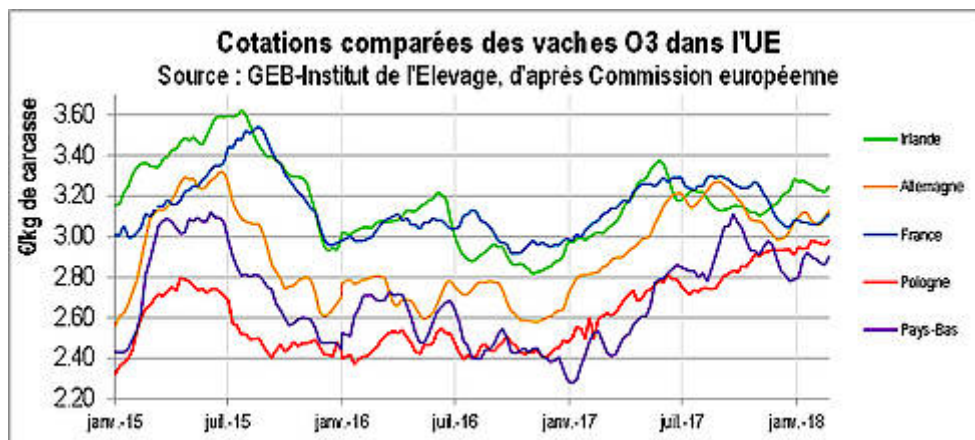
Les réformes laitières sont aussi un peu plus nombreuses

185 000 vaches laitières ont été abattues sur les 2 premiers mois de l'année (+4% /2017 ; +1% /2016). Cette hausse des réformes laitières intervient parallèlement à des entrées toujours ralenties de génisses en lactation ce qui accentue la baisse saisonnière du cheptel (-1% /2017 à 3,722 millions de têtes au 1^{er} février).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

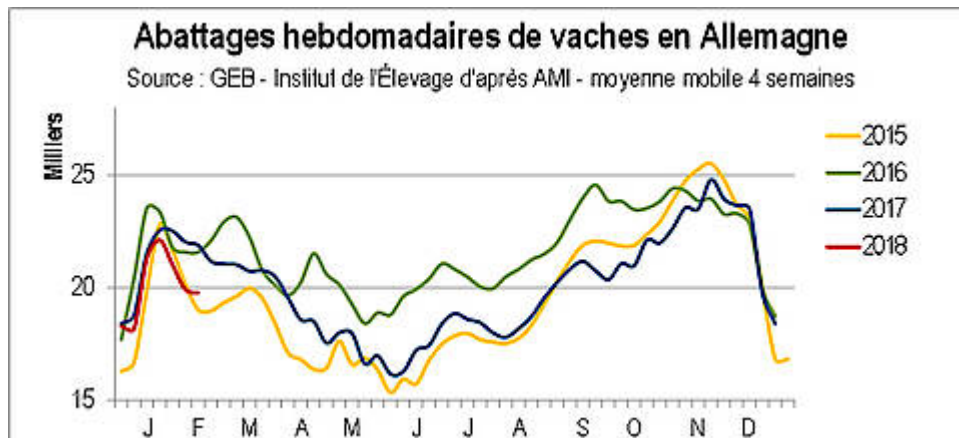
Femelles en Europe : les prix des laitières globalement en hausse

Les prix des vaches de réforme sont globalement en hausse en Europe après deux années de bas niveaux. La rétention des vaches soutient les cours en Allemagne. Les prix polonais profitent de l'appréciation du zloty. La demande pour la viande transformée soutient les cours irlandais. Les prix français, traditionnellement les plus élevés, ont toutefois du mal à se relever, de même que les prix néerlandais qui repassent sous les prix polonais.



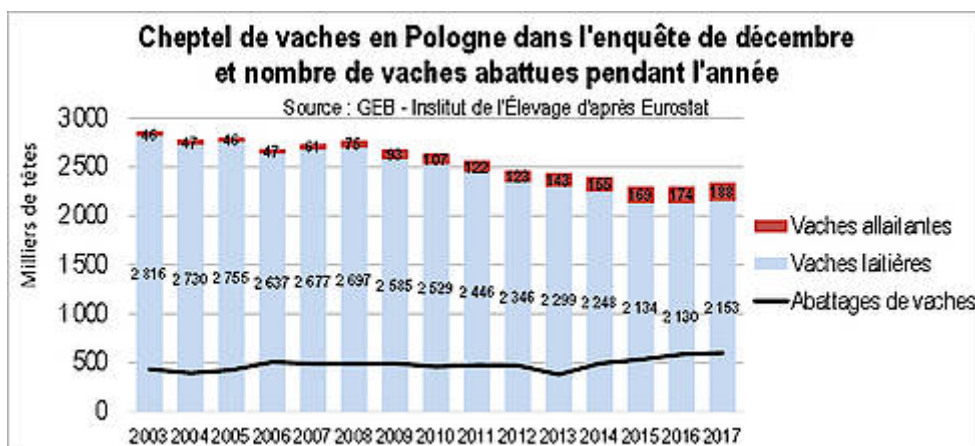
Allemagne : la rétention se poursuit et soutient les prix

En Allemagne, les réformes restent particulièrement modérées. Sur les 8 premières semaines de l'année, les abattages de vaches ont enregistré un net repli d'après AMI (-5% /2017 et -9% /2016). Les prix des vaches de réforme sont donc à la hausse. Fin février, la vache R allemande cotait 3,28 €/kg de carcasse (+8% /2017 ; +9 % /2016), la vache O 3,07 €/kg (+9% / 2017 ; +10% /2016) et la vache P 2,48 €/kg (+14% /2017 ; +16% /2016).



Pologne : la restructuration laitière se poursuit

En Pologne, la restructuration laitière se poursuit, et avec elle les nombreuses réformes de vaches. En 2017, 600 000 vaches ont été abattues (+3% /2016 ; +13%/2015), alors même que le cheptel était stable en début d'année par rapport à 2016, et en baisse par rapport aux années précédentes. Ceci signifie que le taux de réforme s'accélère d'année en année au fur et à mesure que les éleveurs se professionnalisent. L'année 2018 démarre avec un cheptel de vaches en hausse (+23 000 vaches laitières et + 14 000 vaches allaitantes), le renouvellement ayant été important. Ceci devrait conduire à une nouvelle hausse des abattages de vaches en 2018 si le taux de réforme se maintient ou continue de s'accélérer.

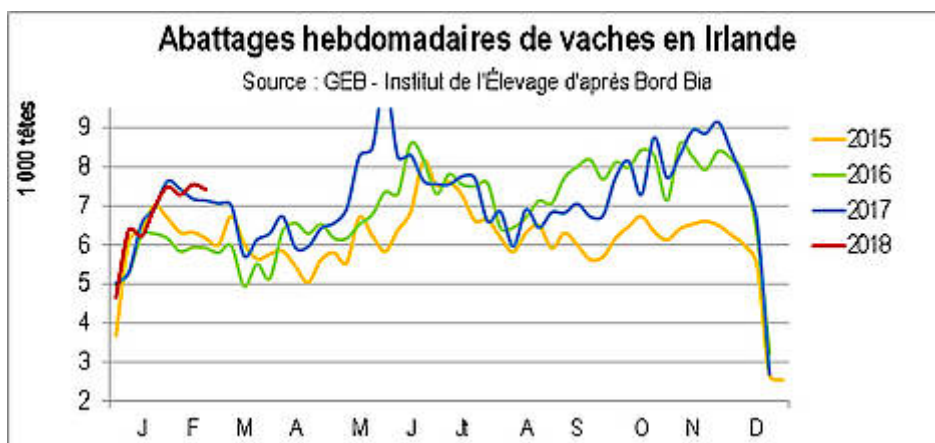


Les cotations des vaches polonaises continuent de se rapprocher de leurs homologues européennes. Non seulement le zloty s'est légèrement renforcé ces derniers mois, mais la viande polonaise est aussi de mieux en mieux valorisée sur les marchés de l'Europe de l'Ouest. La vache O polonaise cotait 2,98 €/kg de carcasse fin février (+14% /2016 ; +22% /2015).

Irlande : La demande pour la viande de transformation soutient le cours des vaches

Malgré une offre abondante, les prix des vaches se tiennent particulièrement bien en Irlande, grâce à la demande croissante pour la viande de transformation. La cotation de la vache O y est plus élevée qu'en France depuis plus de 3 mois et atteignait 3,24 €/kg de carcasse fin février (+8 %/2017 ; +6% /2016). Celle de la vache R3 se tenait bien également, à 3,46 €/kg (+6% /2017 et +5% /2016). Tout début mars, les perturbations d'approvisionnement des abattoirs liées à la neige (tempête Emma) ont momentanément dopé les prix.

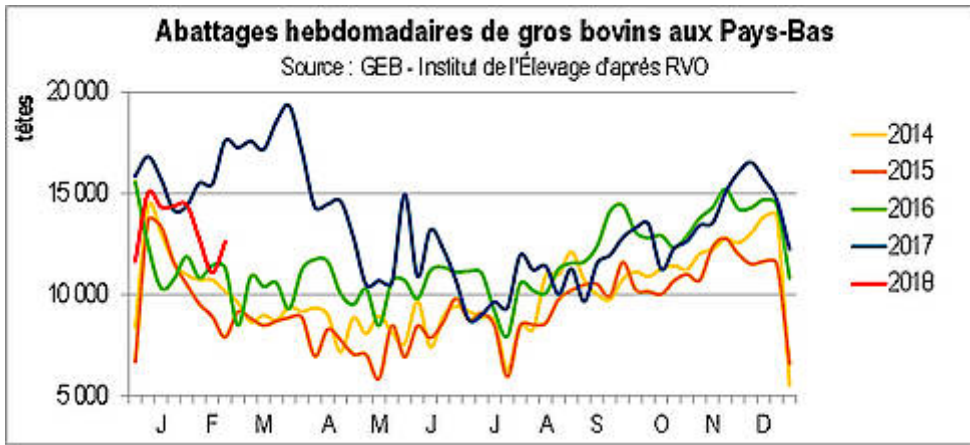
Sur les 8 premières semaines de l'année, le nombre de bovins abattus en Irlande a dépassé de 2% celui de 2017. Les abattages de vaches sont particulièrement dynamiques (+1% /2017 et +16% /2016). Ceci s'explique par la croissance du cheptel, qui a encore gagné 48 000 vaches laitières et perdu seulement 24 000 vaches allaitantes en 2017. L'Irlande comptait ainsi 1,343 million de vaches laitières et 1,018 million de vaches allaitantes d'après l'enquête de décembre 2017.



Pays-Bas : la problématique phosphate reste entière

Aux Pays-Bas, le « plan phosphate » a conduit à des abattages massifs de vaches en 2017 (+73 000 têtes, soit +14% /2016) et à une baisse marquée du cheptel de vaches laitières (-129 000 têtes en un an), retombé à 1,665 million de têtes en décembre 2017. La baisse réelle du cheptel pourrait toutefois être moins marquée, le gouvernement ayant mis en lumière une fraude dans plus de 2 000 élevages qui n'ont pas déclaré le 1^{er} vêlage d'une partie des génisses afin qu'elles ne soient pas comptabilisées comme vaches. D'autres fraudes ont été constatées : un système organisé à grande échelle de falsification des exportations de lisier d'une part, et d'autre part l'utilisation sur les fermes de complémentation en phosphate contrecarrant les bénéfices attribués à la réduction des teneurs en phosphates des aliments du bétail... Autant d'éléments qui pourraient conduire à la non reconduction de la dérogation à la directive Nitrate et contraindre les Néerlandais à réduire drastiquement leur cheptel ou à traiter à grande échelle les déjections et à trouver des débouchés aux engrais ainsi produits.

Sur les 8 premières semaines de 2018, les abattages néerlandais de gros bovins ont été relativement dynamiques, bien qu'inférieurs au très haut niveau de l'an dernier (+12% /2016 ; -15% /2017). Les prix des vaches de réforme restent sous les prix polonais malgré la belle remontée enclenchée l'an dernier. La vache O néerlandaise cotait 2,90 €/kg de carcasse fin février (+17% /2017 ; +8% /2016).



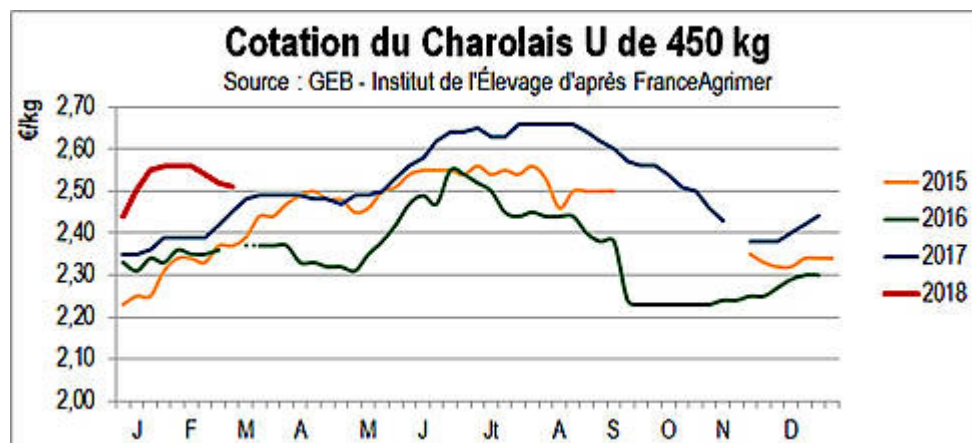
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Maigre, plafonnement des cours à des niveaux élevés

En ce début d'année, l'offre limitée, conséquence du recul des naissances en 2017, maintient les prix à des niveaux élevés malgré les difficultés rencontrées sur plusieurs débouchés secondaires.

Au cours du mois de février, les cours des brouardards ont évolué différemment selon les races.

Après une très forte hausse saisonnière, les cours des Charolais ont plafonné et ont même enregistré des baisses pour les plus lourds. Suite à la baisse des cours des jeunes bovins en France, la cotation du Charolais U de 300 kg s'est stabilisée à 2,85 €/kg vif début février, un niveau cependant toujours supérieur à ceux des deux années précédentes (+4% /2017 et +3% /2016). Les brouardards de plus de 450 kg ont vu leur cours se replier, sous l'effet d'une demande italienne limitée pour des animaux devant sortir en début d'été et d'exportations difficiles vers l'Algérie. La cotation du Charolais U de 450 kg a perdu 5 centimes en février pour terminer le mois à 2,51 €/kg, soit plus que 2% au-dessus du niveau de 2017. A l'inverse, les cours des Limousins ont progressé, après avoir stagné en début d'année, sous l'effet d'un manque d'offre saisonnier.



Un nombre restreint de débouchés

Les apparitions successives des sérotypes 8 et 4 de la FCO ont peu à peu réduit les flux vers certains débouchés. L'Italie et l'Espagne restent ouvertes avec des conditions sanitaires relativement légères : L'Italie est en zone réglementée pour le sérotype 4 et accepte des animaux vaccinés avec un délai réduit à 10 jours après la deuxième injection pour le sérotype 8. L'Espagne accepte les animaux tant qu'ils justifient d'une PCR négative.

La situation devient plus difficile lorsqu'il s'agit de vendre vers les autres pays européens. Exporter des brouardards vers la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce ou l'Allemagne demande l'application de la règle générale, c'est-à-dire attendre 60 jours après les vaccinations contre les sérotypes 4 et 8, ou 14 jours après l'installation de l'immunité et une PCR négative.

Le nombre d'éleveurs vaccinant contre le sérotype 4 étant très faible, l'offre se trouve limitée vers nos voisins de l'Europe du Nord. Seuls les animaux élevés dans les zones dites "saisonnièrement indemnes du sérotype 4" (5 départements à fin février) peuvent être exportés avec seulement une PCR négative.

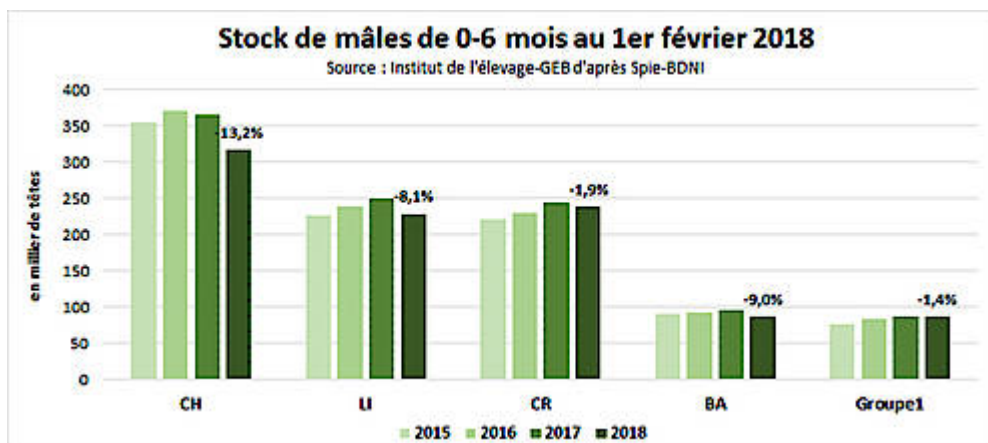
Cette situation sanitaire complique également les flux vers les pays tiers. Si aucun envoi d'animaux maigres n'a encore été enregistré vers la Turquie compte tenu des conditions sanitaires demandées, les expéditions vers l'Algérie rencontrent des difficultés depuis le début du mois de février. La prise de fonction d'un nouveau chef des services vétérinaires algérien a entraîné la remise en cause des conditions d'exportation jusqu'alors en vigueur. Après des envois en janvier, les exportations ont été suspendues jusqu'à ce qu'un bateau parte début mars grâce à une dérogation. Les prochaines expéditions dépendront de l'issue des négociations entre les administrations des deux pays.

La bonne nouvelle est venue d'une possible reprise des exportations vers la Tunisie. Ce pays semble avoir rétabli les contingents d'importations à droit nul et a relevé la limite de poids des animaux de 330 kg à 400 kg vif. Des exportations rapides sont cependant conditionnées à la conclusion d'un accord entre les deux gouvernements au sujet de la suppression de la quarantaine actuellement en vigueur et la possibilité d'expédition après PCR négative.

Une offre réduite dans les mois à venir

Les données d'exportation du mois de janvier montrent une forte hausse des envois, notamment en mâles de plus de 300 kg vers l'Italie. Ces chiffres doivent être pris avec précaution, car janvier 2018 compte une semaine d'expédition de plus que janvier 2017.

L'offre de broutards devrait demeurer faible une grande partie de l'année 2018. Au 1^{er} février 2018, les stocks d'animaux de 0 à 6 mois étaient en recul de 8% /2017 et de 6% /2016. Les trois principales races allaitantes sont les plus touchées. Les effectifs de Charolais, de Limousins et de Bords d'Aquitaine ont respectivement reculé de 13%, 8% et 9% d'une année sur l'autre.



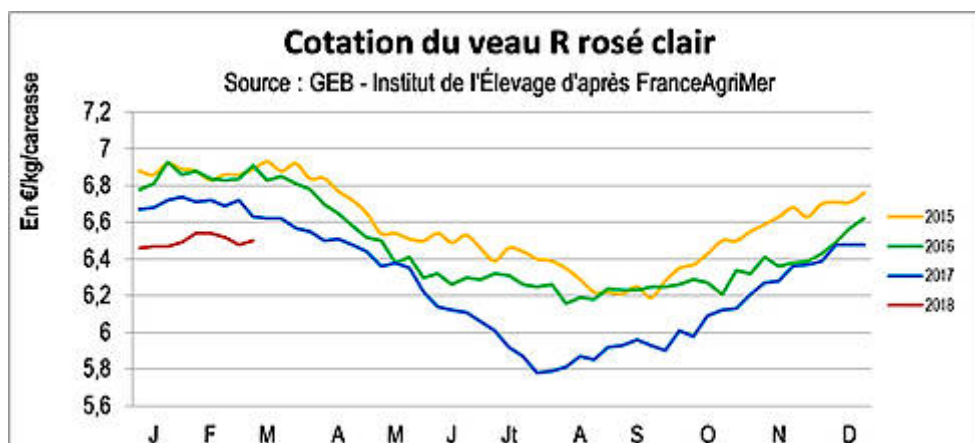
La baisse des naissances s'est poursuivie en janvier avec des reculs de 10% en Charolais et de 7% en Limousin, réduisant déjà l'offre du second semestre. Cependant, selon les opérateurs, il s'agirait surtout de reports des naissances qui pourraient se traduire par des vêlages en hausse dans les mois à venir.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veau de boucherie, stabilité des cours mais production en baisse

Le cours du veau gras élevé en atelier est stable en ce début d'année, malgré un recul assez marqué de l'offre et les opérations commerciales de la filière. La production française a reculé en 2017, contrairement à celle des autres grands producteurs.

En semaine 9, la cotation du veau de boucherie rosé clair O s'établissait à 5,98 €/kg : 15 centimes de mieux qu'en 2017, mais en léger recul de 14 centimes par rapport à 2016. Cette cotation, qui reflète le marché des veaux laitiers élevés en atelier, est pratiquement inchangée depuis fin novembre. La cotation du veau R rosé clair, reflet du marché des veaux de races mixtes et croisées, est également stabilisée, mais toujours à la peine. Ce marché est encombré depuis le 2^{ème} trimestre 2017 par l'afflux de veaux croisés lait x viande dont les naissances demeurent en forte hausse. En semaine 9 le veau rosé clair R élevé en atelier cotait 6,50 €/kg (-2% /2017, -6% /2016 et 2015).

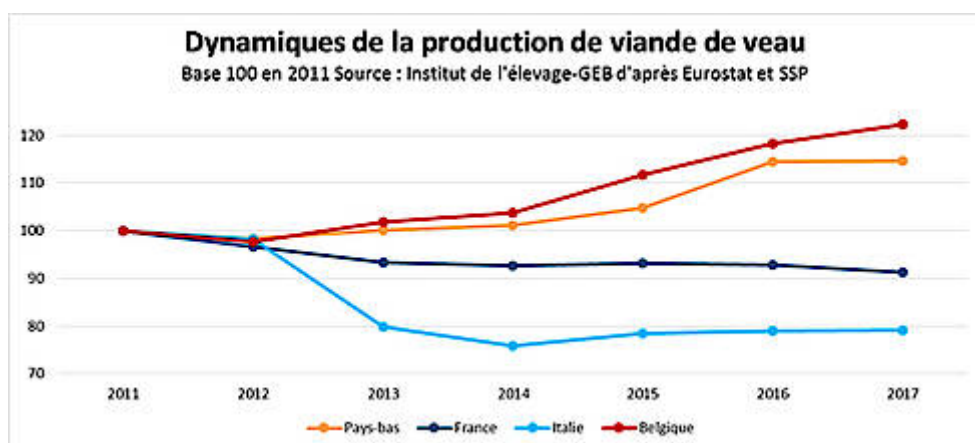


Ces cotations stables témoignent d'un marché relativement équilibré, malgré une baisse nette des effectifs abattus en décembre (-6% /2016) et en janvier (-2,5% /2017). Les opérations du festival du veau, ainsi qu'une météo froide, ont soutenu la consommation sans pour autant provoquer une tension du marché. La précocité de Pâques (1^{er} avril) devrait maintenir les cours en mars dans les différentes catégories, avant une probable baisse saisonnière.

A 106,5 en décembre 2017 l'indice IPAMPA aliments pour veau affiche un repli de 1,5 point d'un mois sur l'autre et de 5,5 points d'une année sur l'autre. Depuis octobre il demeure en deçà de son niveau moyen sur la période 2010-2017 (112,75). Pour les intégrateurs la baisse des coûts de l'aliment compense en partie le prix relativement ferme des veaux nourrissons en ce début d'année.

La France à rebours de la tendance européenne

Les Pays-Bas, la France, l'Italie et la Belgique concentrent 85% des abattages européens de veaux de boucherie en tonnes équivalent carcasse. Parmi les quatre principaux producteurs, la France est le seul pays à subir une érosion structurelle de sa production. Les abattages de veaux progressent aux Pays-Bas (en 2017 : +17% /2011) et en Belgique (+24% /2011) et sont stabilisés en Italie.



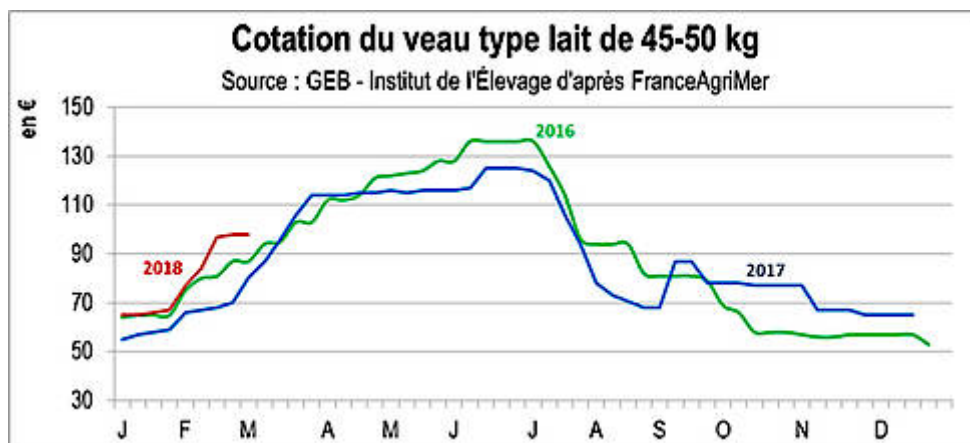
En 2017, les abattages ont reculé en France, 2^{ème} producteur européen, de 1,5% /2016, évoluant à rebours des abattages dans les autres pays. Aux Pays-Bas, 1^{er} producteur communautaire, ils ont été stabilisés (+0,2% /2016), après un bond de +12% entre 2015 et 2016. En Italie, 3^{ème} producteur, ils sont restés stationnaires et très proches de leur niveau de 2013. Enfin la production de viande de veau est resté dynamique en Belgique (+3,3% /2016).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

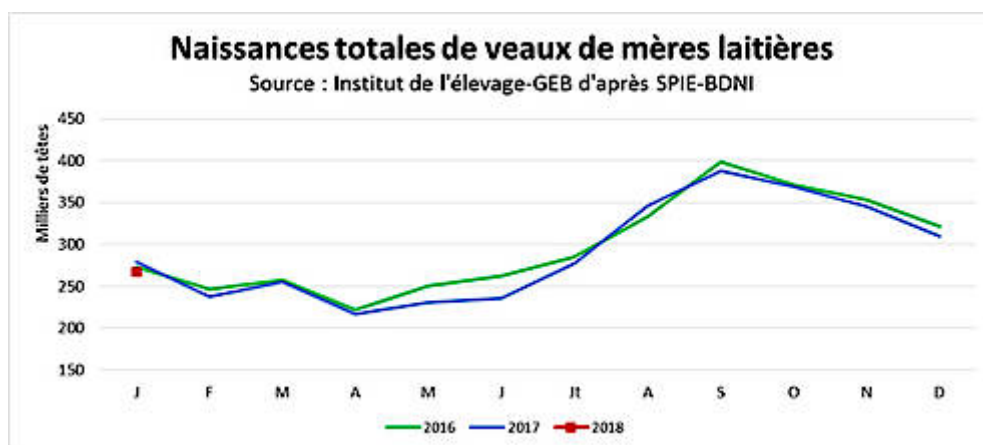
Veaux nourrissons, un marché qui se tend

Entre des naissances laitières faibles et une demande espagnole toujours dynamique, le marché des veaux nourrissons se tend. La hausse saisonnière des cours est précoce et relativement marquée.

En semaine 9, la cotation du veau laitier nourrisson de 45-50 kg atteint 66 € par tête. En hausse de 18 € /2017 et de 11 € /2016, elle retrouve son niveau de 2015. Le 1^{er} semestre est chaque année marqué par une hausse saisonnière des cours qui s'explique par le creux annuel des naissances de veaux de mère laitière. La hausse des prix est habituellement marquée à partir de mars, lorsque les intégrateurs mettent en place les veaux gras pour les abattages d'automne. Cette année, elle est relativement précoce et ferme en raison de la baisse des naissances laitières et du dynamisme des exportations.



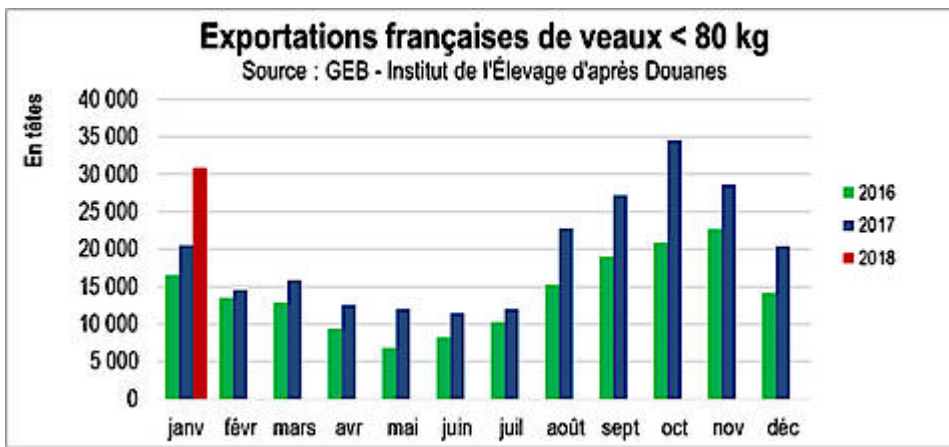
Les naissances de veaux de mère laitière sont ralenties depuis plusieurs mois : en cumul sur 2017, elles ont reculé de 2,3% /2016. Cette tendance s'est poursuivie en janvier 2018 avec des naissances en forte baisse (-12 100 têtes soit -4,3% /2017). Toutefois, elle résulte d'évolutions contraires selon les types raciaux. Les naissances de veaux de race laitière (pure et croisée) affichent un recul marqué en janvier (215 000 têtes, -6% /2017). De l'autre, les naissances de veaux croisés, de mère laitière et de père allaitant, ont encore progressé par rapport au niveau déjà élevé de 2017 (51 600 têtes, soit +2,3% /2017, +20% /2016).



Des exportations record en 2017

Les exportations de veaux nourrissons ont battu des records en 2017 atteignant 234 000 têtes (+39% /2016). Ces exportations sont dirigées presque exclusivement vers l'Espagne pour alimenter une filière d'engraissement de JB de plus en plus dynamique. Cette tendance se poursuit également en janvier 2018 avec une nouvelle hausse impressionnante des exportations de veaux nourrissons vers l'Espagne (30 850 têtes, soit +50% /2017 et +87% /2016). Les exportations de veaux nourrissons vers l'Espagne restent un débouché modeste comparé à celui de la production de veaux de boucherie (1 250 000 têtes abattues en 2017). Mais leur dynamisme et leur développement sont aujourd'hui cruciaux pour l'équilibre du marché.

En baisse de 10 000 têtes en 2017, les importations de veaux nourrissons sont tombées à 24 800 têtes soit leur niveau plancher atteint en 2015. La hausse de la demande des GMS pour des viandes de veaux nés, élevés et abattus en France explique ce ralentissement des importations.



Les prix des veaux nourrissons devraient continuer de progresser dans les semaines à venir avec l'accélération des mises en place dans les ateliers de veaux gras. Une hausse marquée des prix pourrait réanimer les importations.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Collecte laitière relancée en France et dans l'UE-28

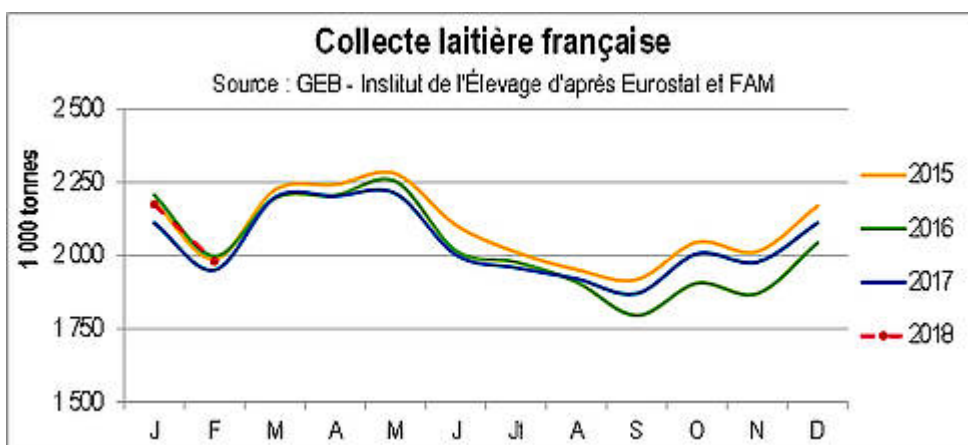
En France comme dans l'UE-28, la production laitière est bien relancée grâce à des cheptels rajeunis et plus productifs et un prix du lait stimulant, même s'il reflue sensiblement.

Croissance modérée en France

En France, La production laitière progresse plus modérément depuis décembre, au rythme de +3% /2017 en janvier et +1% en février d'après l'enquête hebdomadaire FranceAgriMer. En mars, la croissance sera probablement faible, autour de +1% /2017, d'autant que les conditions climatiques peu favorables retardent la production herbagère et la mise à l'herbe. De plus, le cheptel laitier national est moins étoffé (-1% /2017 au 1^{er} février 2018), même s'il est rajeuni.

En janvier 2018, les sorties de vaches, essentiellement des réformes, ont été plus nombreuses qu'en 2017 (+4%) après avoir été plutôt faibles au 4^{ème} trimestre 2017. Parallèlement, le nombre d'entrées en production de génisses a été moins ralenti (-1% /2017), que durant les 3 mois précédents.

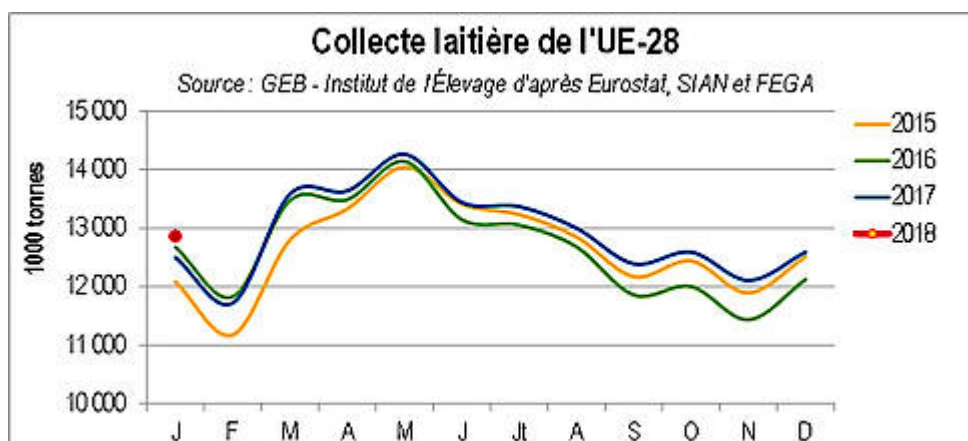
Rappelons qu'au 4^{ème} trimestre 2017, la collecte française avait rebondi par rapport au bas niveau de 2016, si bien que la collecte annuelle a très faiblement dépassé le niveau de 2016. Toutefois, elle se situe 3% sous le volume record réalisé en 2014.



Croissance plus franche dans l'UE-28

La production laitière européenne demeure vigoureuse. En janvier 2018, elle a dépassé de 2,9% celle de janvier 2017 et de +1,5% l'excellent niveau de janvier 2016. En février et mars, la croissance s'annonce du même ordre de grandeur.

En janvier 2018, la collecte a progressé dans presque tous les pays membres à l'exception de la Hongrie. Toutefois le rythme de croissance, qui dépend entre autre de l'évolution du cheptel laitier, est contrasté. Il est très élevé (>4% /2017) au Danemark, en Allemagne, en Belgique, en Autriche, dans la plupart des pays de l'Est, Pologne en tête, et dans les pays Baltes. Il est moins élevé, (entre +2 et +4%) en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, et il est plus faible partout ailleurs.

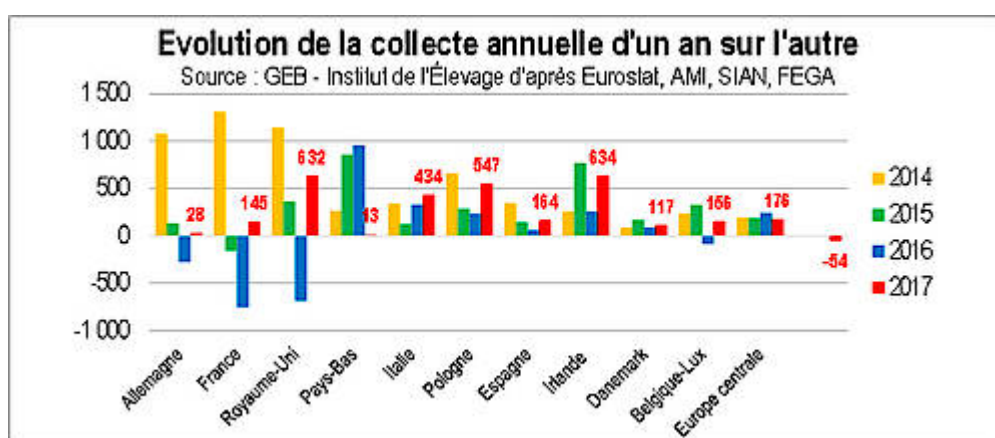


Cheptel européen préservé

En 2017, le cheptel laitier européen a baissé de 0,9%, certes davantage qu'en 2016, mais essentiellement en raison de la contraction brutale du cheptel néerlandais (-7% /2016) pour cause de mises aux normes environnementales. Hormis dans ce pays, le potentiel laitier a été globalement maintenu : D'un côté, les entrées de génisses en production ont été moins nombreuses. Mais de l'autre, l'amélioration de la conjoncture laitière a incité les éleveurs à ralentir le rythme des réformes laitières. Les effectifs nationaux ont modérément baissé en France, en Espagne, en Italie et dans les pays scandinaves. En revanche, ils se sont encore étoffés en Irlande, en Pologne, au Danemark et en Autriche.

Reprise de la collecte européenne au 2nd semestre 2017

Grâce à la nette reprise au 2nd semestre, la collecte annuelle européenne a bondi de 2,2% /2016 (+3,3 millions de tonnes effet année bissextile neutralisé), à 155,2 millions de tonnes de lait. Quatre pays ont réalisé 70% du supplément : l'Irlande, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Italie. Tous les autres ont maintenu ou faiblement accru leur production nationale.



Au **Royaume-Uni**, la collecte a rebondi dès le printemps par rapport au bas niveau de 2016, mais sans excéder le record de 2015. En cumul annuel, la collecte britannique égale quasiment son niveau 2015.

En **Italie** comme en **Espagne**, la croissance de la collecte s'est accentuée (respectivement +4% et +2,3%/2016), après avoir été peu impactée par la crise laitière. Déficitaires en lait, ces deux pays fabriquent très peu d'ingrédients laitiers.

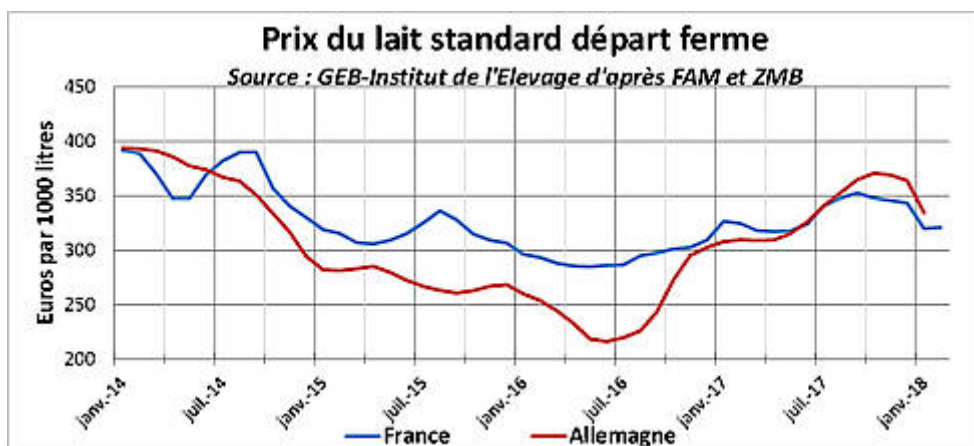
Au **Danemark** et en **Belgique**, la production laitière suit une très trajectoire analogue à celle de l'Allemagne.

Dans les pays de l'Est (hors Pologne), la reprise de la production a été modeste et la croissance annuelle insignifiante. Enfin, en **Finlande** et en **Suède**, la production s'est stabilisée au 2nd semestre après avoir décroché de 3% au 1^{er} semestre 2017, et reculé de 2% en 2016.

Le prix du lait marque le pas...

Le prix du lait à la production marque le pas dans la plupart des États membres. En France, le prix du lait standard (38-32) serait passé sous son niveau de l'an dernier début 2018, d'après l'observatoire des prix de la revue *PLM*. Ramené aux alentours de 320 €/1 000 l en janvier et février, il a subi depuis septembre 2017 une lente dépréciation, essentiellement imputable aux indices de saisonnalité moins élevés à l'automne que durant l'été. En Allemagne, le prix du lait standard (38-32) a décroché de 30 € en janvier à 334 €/1 000 l, mais demeure toutefois supérieur de 26 € à celui de l'an dernier à pareille époque.

Dans les prochains mois, le prix du lait pourrait s'apprécier de nouveau si le redressement des cours du beurre se confirme. Après avoir décroché de 90 € entre septembre et janvier, le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre a regagné 5 € en un mois à 265 €/1 000 l en février. Auquel cas, la production laitière restera vigoureuse dans presque tous les pays membres.



...Après avoir rebondi en 2017

En 2017, le redressement du prix du lait s'est poursuivi tout au long de l'année, plus nettement dans les pays excédentaires, en premier lieu dans les pays baltes où il s'était effondré suite à la fermeture du marché russe, mais aussi en Allemagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas.

En moyenne annuelle, les prix du lait ont rebondi en 2017 de 35% en Allemagne (337 €/1 000 l moyenne annuelle), de 28% au Danemark (370 €) et en Irlande (344 €), de 26% aux Pays-Bas (364 €) et au Royaume- Uni (325 €), de 25% en Pologne (325 €), de 14% en France (334 €), de 11% en Italie (386 €) et de 6% en Espagne (319 €).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Nouvelle dégradation de la balance commerciale laitière française

En 2017, l'excédent commercial laitier français s'est de nouveau dégradé et a reposé très majoritairement sur les échanges avec les pays tiers. La France a notamment souffert de l'accroissement de son déficit en matières grasses dont les cours se sont envolés et d'importations accrues de fromages, également plus chères.

Recul de l'excédent laitier français...

Malgré une collecte annuelle légèrement supérieure à celle de 2016 et une nouvelle érosion de la consommation intérieure, la France n'est pas parvenue à maintenir son excédent commercial laitier qui a reculé pour la 3^{ème} année consécutive. A 3,20 milliards d'euros, il affiche une baisse de près de 6% /2016 et enregistre son plus bas niveau depuis 2010.

Les exportations ont certes progressé de 540 millions d'euros (+8%) à 7,16 milliards d'euros, malgré une baisse de 5% en volume de MSU. Mais les importations ont bondi de 3% en volume et de 23% en valeur (+730 millions à 3,96 milliards d'euros), compte tenu notamment des hausses de tarifs très importantes sur les matières grasses pour lesquelles la France est déficitaire.

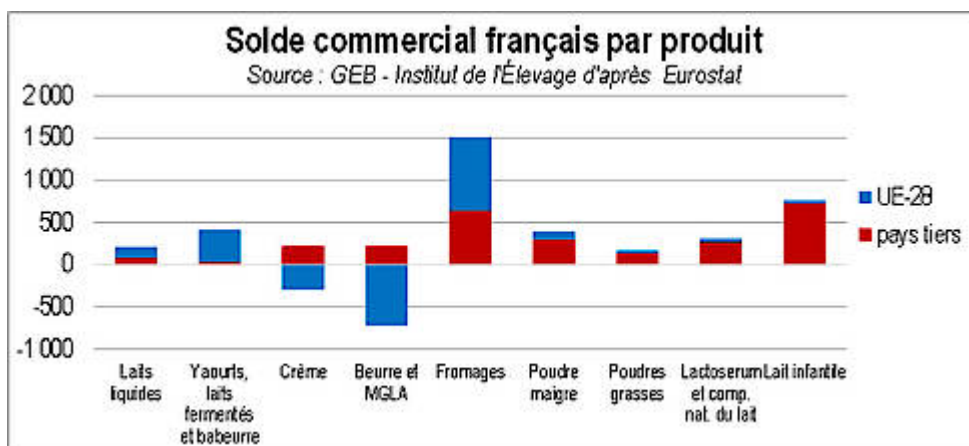


...qui repose dorénavant à 86% sur les pays tiers

Le solde commercial a progressé avec les pays tiers. La France y a nettement augmenté ses exportations (+18% /2016 en valeur), notamment vers la Chine (+66%), l'Indonésie (+27%), le Japon (+15%) et l'Algérie (+11%). Les exportations de lait infantile ont bondi de 30% en volume (124 000 t) et 35% en valeur (730 millions € dont 316 vers la Chine). Elles ont ainsi représenté 28% des exportations sur pays tiers soit davantage que les fromages (24% avec 690 millions €, +2% /2016). Les exportations de poudre maigre ont rebondi de 4% en volume et 10% en valeur, à 296 millions €, et les exportations de crème ont grimpé de 25% en volume et 32% en valeur, à 222 millions € (dont 131 vers la Chine).

Les pays tiers ont absorbé 40% des exportations françaises en valeur, mais la France y a dégagé un excédent commercial laitier de 2,74 milliards € soit 86% de son excédent commercial laitier total (contre 68% en 2016).

Toutefois, ce dynamisme des exportations sur pays tiers n'a pas suffi à compenser la dégradation du solde commercial avec les pays de l'UE : - 57% /2016 à 0,46 milliard d'euros, un niveau historiquement bas. Les exportations y ont progressé en valeur (+120 millions d'euros ou +3%), mais beaucoup moins que les importations (+730 millions € ou +23%).

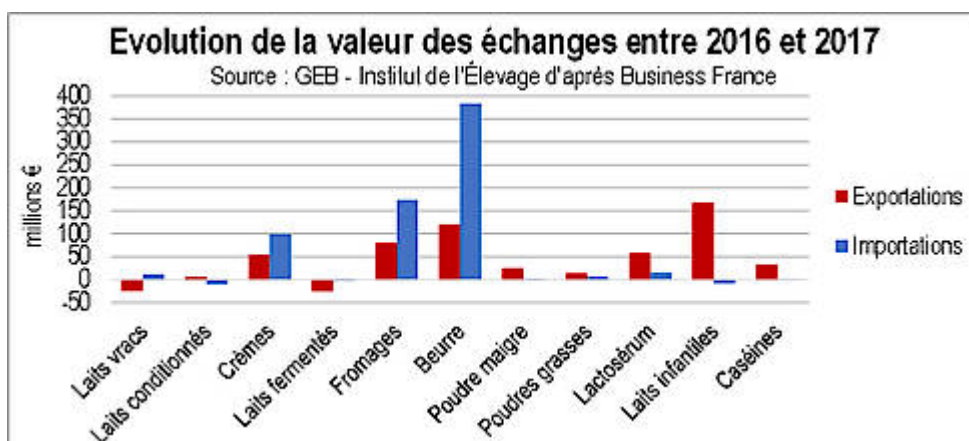


Boom des importations de matières grasses

Le déficit commercial français sur les matières grasses laitières a plus que doublé par rapport à 2016 à 583 millions €, l'excédent dégagé auprès des pays tiers (433 millions d'euros, +30% /2016) étant loin de compenser le lourd déficit avec l'UE (1,03 milliard d'euros, -65%).

Les importations de crème n'ont quasiment pas progressé en volume, la chute des achats de crème conditionnée ayant compensé le bond des achats de crème vrac. Mais compte tenu du fort renchérissement, elles ont augmenté de 34% /2016 en valeur à 383 millions €.

Les importations de beurre, en revanche, se sont accrues en volume : +23% pour les beurres traditionnels conditionnés qui ne représentent que de faibles volumes et +7% pour les beurres vrac à plus de 174 000 t. Avec la flambée des cours, au total, les achats de beurre et MGLA en provenance de l'UE ont grimpé de 62% en valeur à 998 millions € soit 26% de la valeur totale des importations laitières.



Recul de l'excédent fromager

En 2017, le solde commercial sur les fromages a reculé de 95 millions d'euros (-6% /2016) à 1,51 milliard d'euros dont 43% issus des échanges avec les pays tiers. Comme en 2016, les fromages sont les principaux contributeurs à l'excédent commercial français (47%).

D'un côté, les exportations ont progressé de 3% à 3,04 milliards d'euros, de l'autre, les importations ont bondi de 13% à 1,53 milliard d'euros, presque exclusivement en provenance de l'UE. La valeur moyenne des fromages importés a progressé de 7% à 4 400 €/t, un niveau à peine en deçà de celui des fromages exportés dont la valeur moyenne n'a augmenté que de 1% à 4 470 €/t. En 2017, le prix moyen des fromages que la France a importé en provenance d'UE (4 330 €/t) est supérieur au prix moyen auquel elle a valorisé ses exportations intra-communautaires (4 160 €/t).

Les exportations de pâtes molles ont progressé de 3% en volume (179 000 t) et de 4% en valeur à 1,00 milliard d'euro, dont 85% vers l'UE. Elles ont contribué à elles seules à près de 2/3 de l'excédent commercial fromager (59% en 2016). Le solde s'est en revanche dégradé pour toutes les autres catégories de fromages à l'exception des pâtes persillées et fromages pour la transformation. Les importations de mozzarella ont bondi de 28% en volume (mais seulement 4% en valeur), celles de fromages fondus ainsi que de fromages râpés ou en poudre ont aussi progressé davantage que les exportations. Enfin, le solde commercial est devenu négatif pour les pâtes pressées non cuites suite à une baisse sensible des exportations et au renchérissement des importations.

Redressement timide de la balance commerciale en ingrédients secs

Les exportations nettes (exportations - importations) de **poudre maigre** n'ont pas progressé par rapport au bas niveau de 2016, marqué par les ventes massives à l'intervention. Seul le léger redressement des cours a permis une **grasses** (+12% à 166 millions d'euros) et celles de **lactosérum** (+8% à 307 millions d'euros).

La dynamique est en revanche très nette en poudre de **lait infantile** : le solde commercial s'est accru de 26% en volume et 30% en valeur (761 millions d'euros), essentiellement grâce au triplement des envois vers la Chine.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

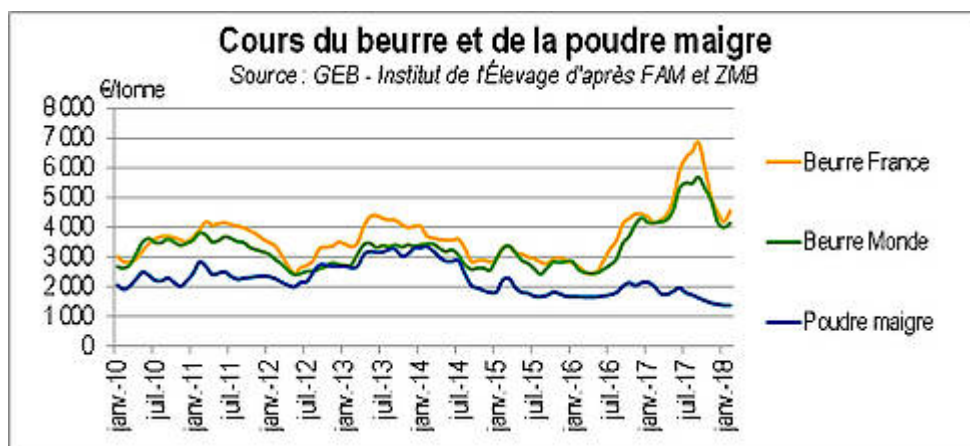
Marchés des produits laitiers : fragile raffermissement

Alors qu'ils décrochaient depuis l'automne, les cours des commodities laitières se stabilisent voire se raffermissent début 2018. La demande internationale est bien orientée et l'offre de l'hémisphère sud est toujours limitée. Mais l'équilibre demeure fragile en raison de l'importance des stocks de poudre maigre et du potentiel de croissance de la production européenne.

Rebond des cours du beurre

Après avoir perdu 2 740 €/t en 4 mois, la cotation ATLA du beurre échangé sur le marché spot est repartie à la hausse en février pour atteindre 4 950 €/t en fin de mois, soit le même niveau que la cotation des ventes sous contrat qui s'est aussi légèrement appréciée. Le cours à l'export au départ de l'Europe de l'Ouest a également regagné 145 €/t à 4 140 €/t en moyenne en février. Il est dorénavant sensiblement en deçà du cours départ Océanie qui a rebondi de 420 €/t à 4 325 €/t en février faute de disponibilités.

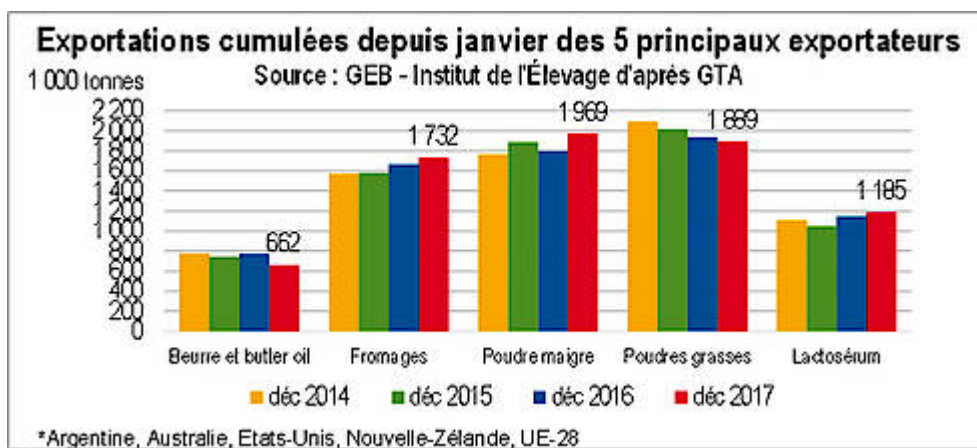
La demande est toujours vive sur le marché mondial. La hausse de la production européenne avait détendu le marché fin 2017, mais le repli de l'offre néo-zélandaise tire de nouveau les cours. En effet, les stocks sont au plus bas en Europe, modérés aux États-Unis et les acheteurs craignent probablement des difficultés d'approvisionnement cet été lors du creux des fabrications.



Le marché des protéines se raffermi légèrement

Après plusieurs mois d'érosion continue, la cotation ATLA de la poudre maigre s'est stabilisée en février à 1 370 €/t avant de céder 70 €/t la dernière semaine tombant 400 €/t sous le prix d'intervention. Les cours à l'exportation se sont au contraire légèrement raffermis par rapport à janvier : +10 €/t à 1 400 €/t au départ de l'Europe de l'Ouest, +30 €/t à 1 290 €/t aux États-Unis et même +145 €/t à 1 610 €/t au départ de l'Océanie. Ces niveaux demeurent toutefois très faibles, 30 à 36% en deçà de ceux d'un an plus tôt.

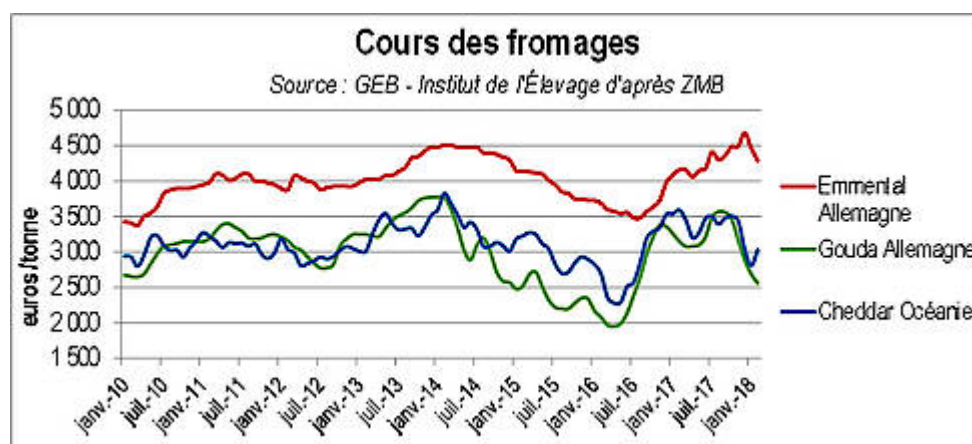
La demande est plutôt bonne. Les exportations de poudre maigre des principaux exportateurs ont atteint un record à près de 1,97 million t en 2017. Elles étaient encore en hausse de 2% par rapport au niveau élevé du 4^{ème} trimestre 2016. Par ailleurs, le tassement de la production chez les exportateurs de l'hémisphère sud limite un peu l'offre. Difficile toutefois d'imaginer un redressement vif et rapide compte tenu des niveaux de stocks de poudre maigre. Les stocks privés européens sont plutôt bas mais le stock d'intervention demeure pléthorique avec 377 000 t (soit 3 mois de fabrications ou encore 6 mois d'exportation). La Commission européenne refusant les mises en vente à des prix trop en deçà du marché, seules 6 000 t ont pu être vendues cet hiver. Le stock atteint également un niveau record aux États-Unis à 150 000 t début 2018 (+47% /2017).



Marché des fromages contrasté

Le cours du gouda en Allemagne a décroché de 1 000 €/t depuis septembre, dans le sillage du cours du beurre. A 2 560 €/t en février, il s'est déprécié de 590 €/t en un an (-19%). Celui de l'emmental, peu échangé hors UE, fléchit aussi depuis janvier. A 4 290 €/t en février, il ne se situe plus que 3% au-dessus de son niveau d'un an plus tôt.

Au contraire, le cours du cheddar, qui reculait aussi depuis l'automne, a rebondi à 3 032 €/t au départ d'Océanie en février. Il s'est quasi-stabilisé à 3 200 €/t aux États-Unis et aurait repris en moyenne 2% / janvier dans l'UE à 3 180 €/t d'après les calculs de la Commission européenne.



Même si cela était déjà moins marqué en fin d'année, les fabricants laitiers, notamment européens, ont privilégié les fabrications de fromages à celles de beurre / poudre maigre pour répondre à une demande européenne et internationale dynamique (échanges mondiaux en hausse de 3% /2016). Cela peut expliquer la détente des cours sur certains fromages mais celle-ci ne devrait pas durer.

Des perspectives plutôt favorables... selon l'ampleur de la hausse de l'offre européenne

Depuis la fin des quotas, l'Union européenne est au cœur des équilibres et déséquilibres des marchés laitiers. La baisse de l'offre océanienne et les perspectives favorables de croissance économique aussi bien dans les pays développés que chez les émergents sont de bonne augure pour 2018 mais l'ampleur de la hausse de la production européenne et les décisions de la Commission européenne en matière de mise en marché des stocks d'intervention pourraient alourdir le marché. Si les cours du beurre peuvent difficilement s'effondrer, sauf retournement de la demande, maintenant que les achats automatiques à l'intervention ont été ramenés à 0, rien n'empêche les cours de la poudre maigre de plonger davantage.

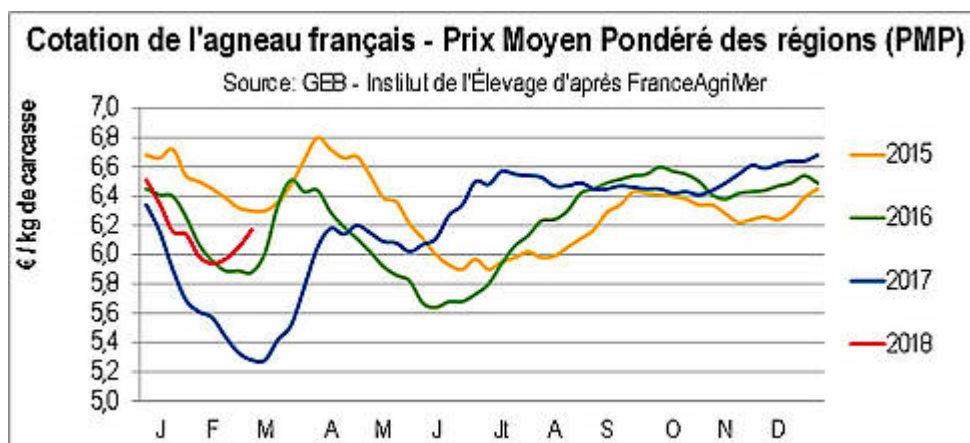
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

France : Un marché moins encombré que prévu début 2018

Alors que le début d'année s'annonçait une nouvelle fois compliqué, en raison des sorties abondantes d'agneaux Lacaune et des prévisions très optimistes de nos voisins britanniques, la baisse des disponibilités en agneaux français issus du cheptel allaitant a allégé la pression exercée sur la cotation.

Fin du repli saisonnier des cours

L'offre limitée en agneaux de pays (issus du cheptel allaitant) et l'avancement de la date de Pâques (le 1^{er} avril en 2018 après le 16 avril en 2017) soutiennent la cotation en France. Après une baisse saisonnière nettement moins marquée qu'en 2017, le cours de l'agneau français est ainsi reparti à la hausse mi-février pour atteindre 6,17 €/kg de carcasse début mars, soit 89 centimes de plus que l'année précédente (+17%).



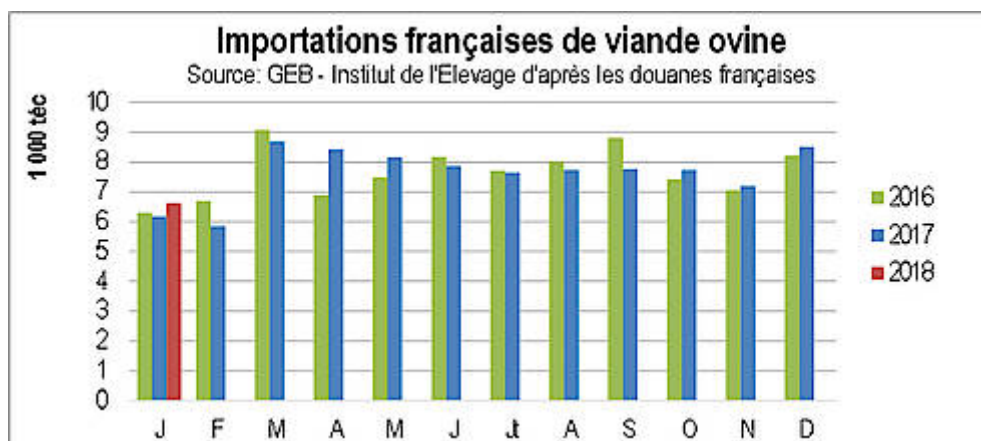
Diminution de la production en janvier

Le bond des abattages d'ovins adultes en janvier (+10% à 38 000 têtes) n'a pas suffi à compenser le recul des abattages d'agneaux (-4% à 248 000 têtes), lié à la baisse des disponibilités en agneaux de pays. À 5 400 téc sur le mois, la production française de viande ovine était ainsi en baisse de 2% par rapport à 2017.

Hausse des volumes de viande ovine importés

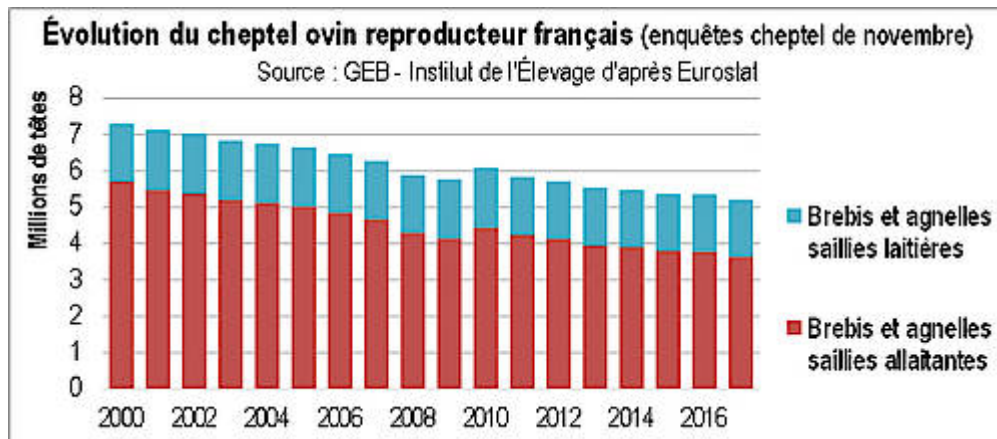
À 6 600 téc en janvier 2018, les importations françaises de viande ovine ont grimpé de 7% par rapport à l'année précédente. Les achats étaient notamment en progression depuis le Royaume-Uni (+16% à 3 200 téc) et la Nouvelle-Zélande (+43% à 1 000 téc) mais affichaient un recul en provenance d'Irlande (-1% à 1 400 téc).

Les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni et d'Irlande étaient en outre supérieurs de 5% à leurs valeurs de 2017, à respectivement 4,90 et 5,30 €/kg équivalent carcasse.



L'érosion du cheptel français continue

La contraction du cheptel ovin reproducteur français se poursuit. À 5,21 millions de brebis et agnelles saillies fin 2017, il était inférieur de 142 000 têtes (-2,7%) à son niveau de l'année précédente. Le cheptel enregistre ainsi un recul de près de 2,1 millions de têtes depuis 2000 (-29%) avec toutefois des évolutions contrastées entre le cheptel allaitant et le cheptel laitier. Alors que les effectifs de brebis allaitantes ne cessent de se replier (3,64 millions de têtes fin 2017, soit -3,7% /2016 et -36% /2000), le nombre de brebis laitières est resté relativement stable (1,58 million de têtes fin 2017, soit -0,1% /2016 et -2% /2000). La part des brebis laitières progresse ainsi dans le cheptel français, de 22% en 2000, à 29% en 2016 et 30% en 2017.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

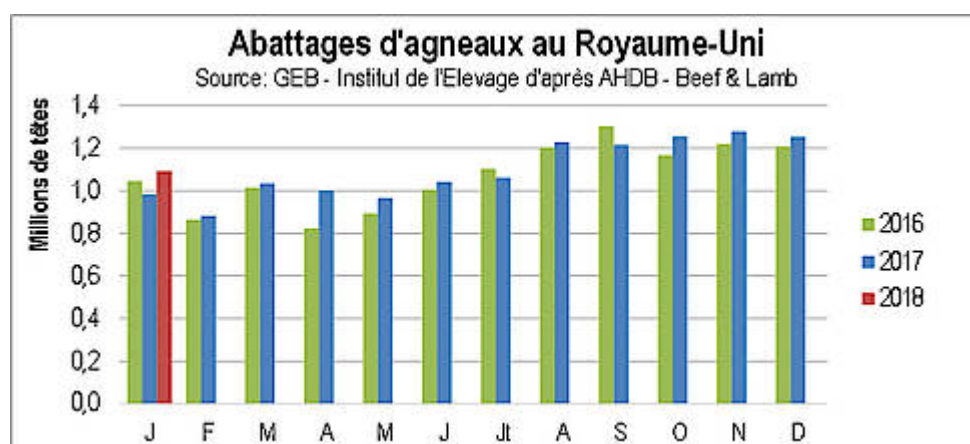
UE et Monde : Des prévisions contrastées pour 2018

Attendue en hausse au Royaume-Uni sur 2018, la production de viande ovine devrait se replier en Nouvelle-Zélande sur la période janvier - septembre.

ROYAUME-UNI : Des abattages dynamiques début 2018

Soutenus par un nombre important d'agneaux de reports, les abattages d'agneaux britanniques ont grimpé de 11% en janvier à 1,1 million de têtes. Après un niveau très bas en 2017, les abattages d'ovins adultes ont également nettement augmenté (+5% à 129 000 têtes). Les poids moyens de carcasse étant stables par rapport à l'année précédente (à 18,9 kg pour les agneaux et 25,7 kg pour les ovins adultes), la production britannique de viande ovine a progressé de 8% sur le mois, à 24 400 téc.

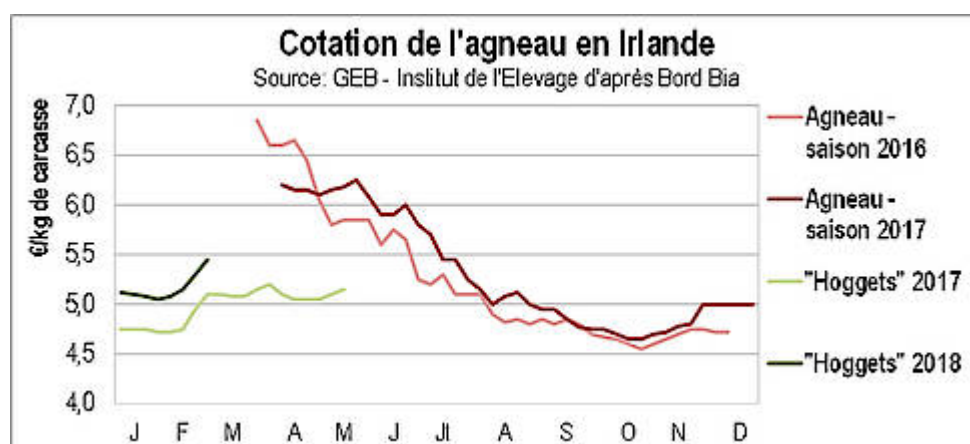
Ce bond des abattages n'a pas empêché la cotation britannique de poursuivre son envolée, témoignant d'un regain de la demande. À 4,94 £/kg de carcasse début mars, le cours de l'agneau dépassait de 29% son niveau de 2017 au Royaume-Uni. La hausse était toutefois à nouveau moins importante en euros (+23% /2017 à 5,53 €/kg de carcasse) en raison de la dépréciation de la livre par rapport à la monnaie européenne.



D'après AHDB - Beef & Lamb, la hausse de la production britannique de viande ovine devrait se poursuivre sur l'ensemble de 2018 et conduire à la progression des exportations.

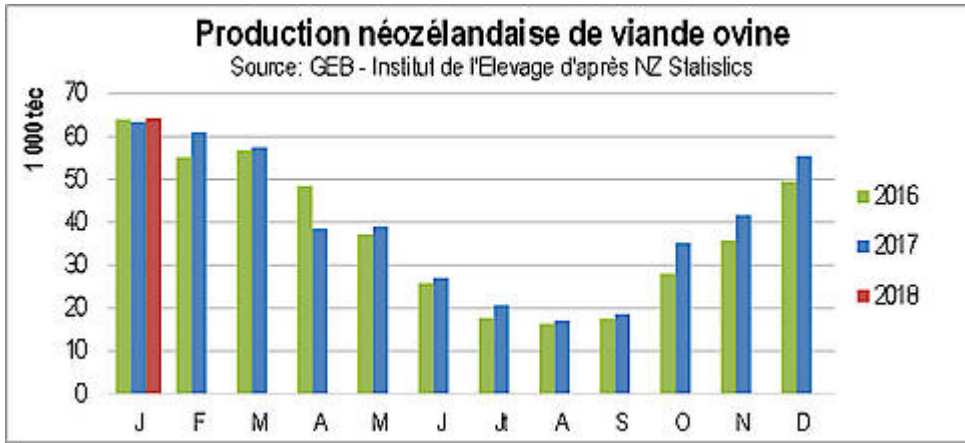
IRLANDE : Le cours du « hogget » continue sa progression

Après un mois de janvier dynamique (+4% abattages d'agneaux /2017, à 180 300 téc d'après les estimations de Bord Bia), les disponibilités en « hoggets » (agneaux de fin de saison) semblent se raréfier en Irlande (-5% à 120 900 têtes abattues sur les 3 premières semaines de février). Le cours du « hogget » irlandais poursuit ainsi sa hausse, et à 5,52 €/kg de carcasse début mars, il dépassait de 42 centimes sa valeur de 2017 (+8%).



NOUVELLE-ZÉLANDE : Repli attendu de la production sur la fin de la campagne

Après un bond fin 2017, la croissance de la production néo-zélandaise de viande ovine a ralenti en janvier 2018, avec une hausse de seulement 2% par rapport à 2017 (à 64 200 téc). Le recul des poids carcasse moyen (-4% pour les agneaux à 17,1 kg et -2% à 25,4 kg pour les ovins adultes) a en effet en partie compensé l'augmentation des abattages d'ovins adultes (+16% à 868 000 têtes) et la stabilisation de ceux d'agneaux (à 2,5 millions de têtes).



Alors que *Beef + Lamb New Zealand* prévoit une hausse de 1% des sorties d'agneaux sur la campagne 2017-18 (oct. 2017 - sept. 2018), le bond de 15% des abattages d'agneaux au 4^{ème} trimestre 2017 laisse augurer un repli des sorties sur le reste de la campagne.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Hausse probable de la collecte de lait de chèvre en 2018

Malgré un deuxième semestre très dynamique, la collecte française n'égalise pas en 2017 le très bon niveau de 2016. Elle a été dépassée par la collecte espagnole qui a redécollé de plus belle après avoir été fortement touchée par la crise à partir de 2010. La hausse des effectifs caprins devrait conforter la reprise de la collecte en 2018.

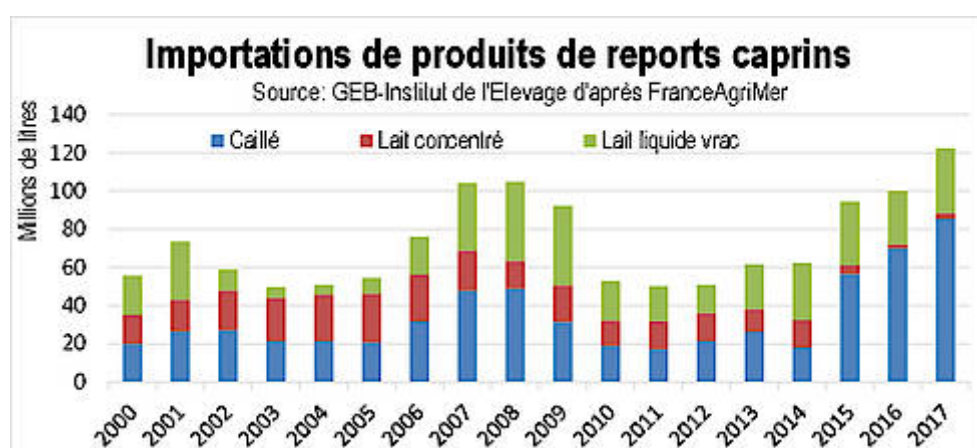
Collecte : l'Espagne dépasse la France en 2017



D'après l'enquête mensuelle de FranceAgriMer, la collecte annuelle française s'est établie à près de 465,5 ML en 2017, marquant ainsi un léger recul par rapport à 2016 (-0,7%, soit -3,5 ML). La très bonne dynamique au second semestre, avec notamment un record de collecte sur le dernier trimestre (plus de 95 ML), n'a comblé qu'une partie des 10,5 ML de retard accumulés au 1^{er} semestre.

Tandis que le rebond de la collecte nationale se fait toujours attendre depuis fin 2013, année où les signaux sont repassés au vert après les années de crise, la collecte espagnole a pour sa part continué sa progression entamée à partir de 2013. Portée à 578 ML collectés selon les données du FEGA (*Fondo Español de Garantía Agraria*), la collecte annuelle espagnole devance même la collecte française pour la première fois depuis le début des années 1990. Le dynamisme laitier espagnol abonde les importations françaises de produits de report qui ont atteint des sommets (voir ci-dessous).

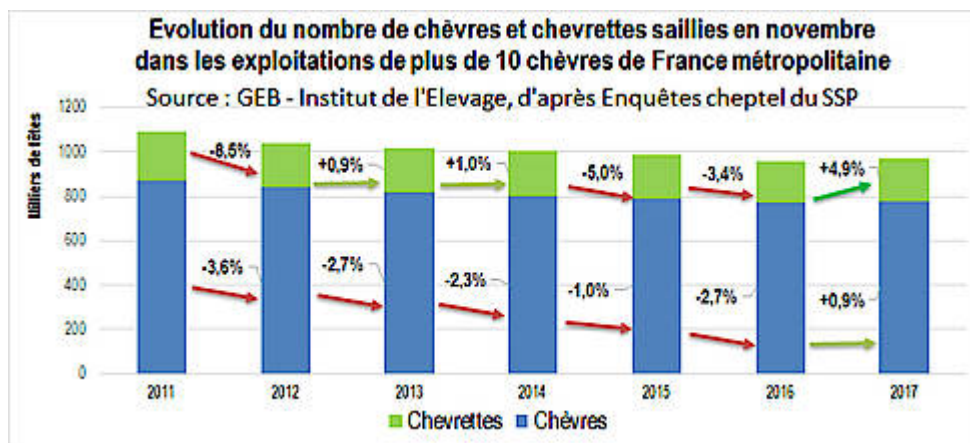
Importations : Record de produits de report en 2017



A un peu plus de 122 millions de litres équivalents, les importations de produits caprins par les transformateurs français ont atteint des sommets en 2017, avec des croissances particulièrement marquées aux premier et quatrième trimestres, périodes durant lesquelles elles ont représenté le ¼ de l'approvisionnement des laiteries. Au final, près de 21% de l'approvisionnement en lait de chèvre des laiteries françaises a été importé, un niveau jamais atteint auparavant. En 2007 et 2008 les importations, déjà élevées, n'avaient couvert « que » 19% de l'approvisionnement des laiteries.

A l'instar des deux dernières années, le caillé a continué sa forte progression (+22% /2016, après +24% en 2016 et +220% en 2015), pour représenter 70% des volumes importés. Les achats de lait liquide vrac, 28% des volumes importés, ont progressé autant (+21%). Enfin, les volumes de lait concentré restent marginaux (2%), loin des niveaux atteints jusqu'en 2014, même s'ils ont davantage progressé (+34% /2016).

Cheptel : une hausse inédite qui ouvre des perspectives haussières pour 2018



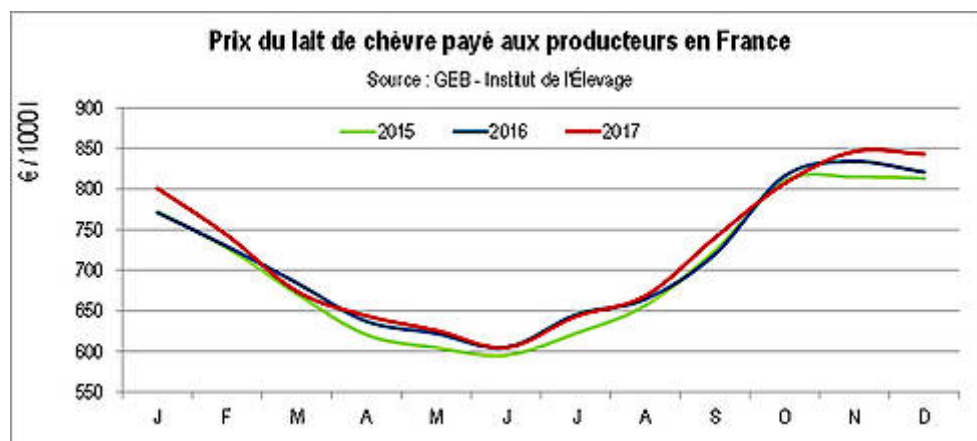
D'après l'enquête cheptel de novembre, les effectifs de chèvres et chevrettes dans les exploitations de plus de 10 chèvres ont progressé en 2017, après six années de baisse continue. Cette croissance repose surtout sur les effectifs de chevrettes saillies (+5% soit +9 000 têtes). Les effectifs de chèvres ont progressé plus faiblement, de presque +1% soit + 6 600 têtes), une évolution pressentie au cours de l'année avec des abattages de caprins de réforme en forte baisse. La bonne conjoncture caprine a probablement incité les producteurs à moins réformer.

La hausse du cheptel caprin devrait conforter le rebond de collecte laitière entamé l'été dernier. La filière devra donc veiller à modérer ses importations qui ont atteint des sommets, d'autant que les fabrications semblent stagner et que les stocks sont de nouveau assez élevés.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Le prix du lait de chèvre dépasse 700 €/1 000 litres

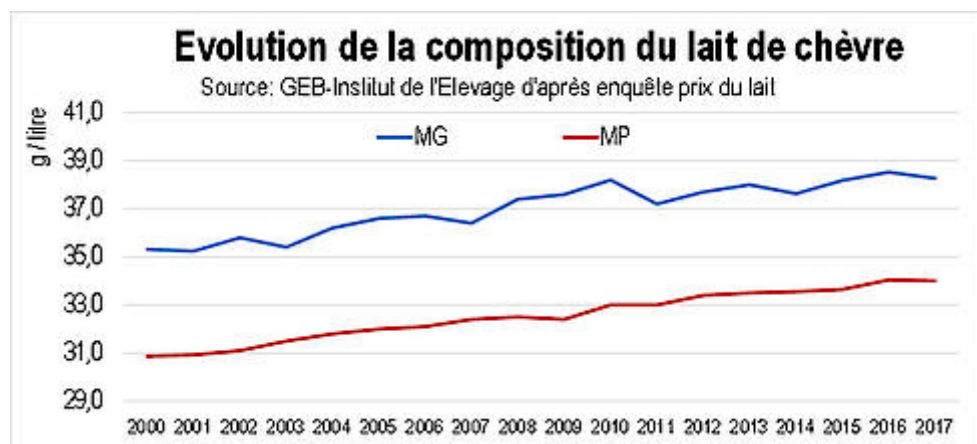
Le prix du lait de chèvre payé aux livreurs a dépassé la barre des 700 €/1 000 litres en 2017, malgré une composition en matière utile moins élevée que l'année précédente.



Prix payé à plus de 700 €/1 000 litres grâce à la hausse du prix de base

D'après l'enquête réalisée par l'Institut de l'Élevage auprès d'une trentaine d'opérateurs représentant un peu plus de 90 % de la collecte de lait de chèvre nationale[1], le prix moyen payé aux producteurs a atteint 703 €/1 000 litres en moyenne nationale sur l'année 2017, soit une hausse de plus de 6 € par rapport au prix 2016. Il dépasse de fait la barre des 700 € pour la première fois sur une année entière.

Seule la région Centre-Ouest (qui regroupe 64 % des volumes sur les régions Pays de la Loire, la Bretagne et l'ex région Poitou-Charentes) enregistre un prix moyen en-deçà des 700 €, à 694 €/1 000 litres, malgré une progression de 7 €/2016. Le bassin Sud-Ouest (15% de la production) suit l'évolution nationale, son prix s'alignant dessus pour la seconde année. Enfin, les bassins Centre et Sud-Est, s'appuyant sur les AOP, voient leur prix augmenter respectivement de +13 et +8 €, à 740 et 713 €/1 000 litres.



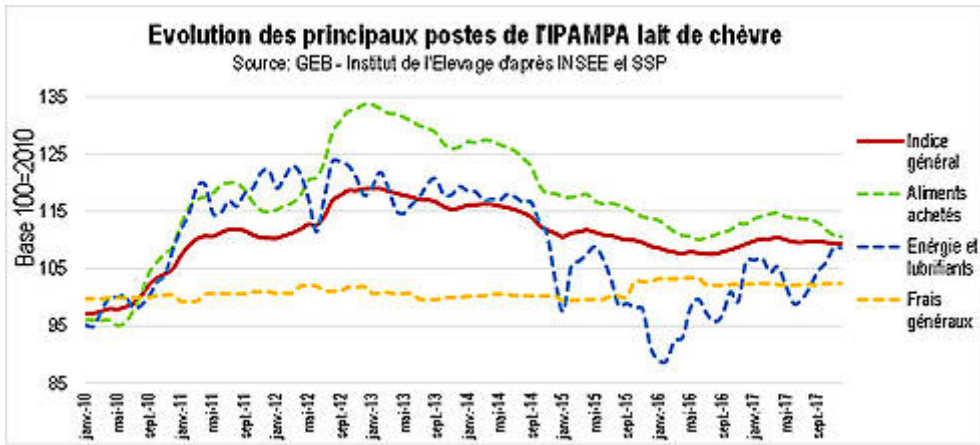
Si elle est sur un *trend* positif depuis 2000, la composition du lait de chèvre connaît quelques soubresauts, ce qui a été le cas sur l'année 2017 avec une légère érosion de la qualité par rapport à 2016.

La teneur en matière grasse est ainsi retombée à 38,3 g/l en moyenne nationale contre 38,5 g/l en 2016, tandis que la teneur protéique s'est à peine maintenue à 34,1 g/l.

Les teneurs en matière grasse et matière protéique du lait collecté ont beaucoup évolué selon les périodes de l'année. En mars et octobre, les baisses respectives ont été de -1,0 g/l et -1,7 g/l pour la teneur en matière grasse et -0,3 et -0,7 g/l sur les teneurs en matière protéique. Aussi sur ces deux mois le prix moyen payé aux livreurs a finalement été inférieur à celui de 2016, malgré la hausse de 15 et 18 € du prix de base.

La baisse des taux ainsi qu'une moindre qualité sanitaire du lait ont grignoté la hausse du prix de base (+12 €/1 000 litres). Résultat : la hausse du prix payé moyen été moitié moindre que celle du prix de base.

Des charges également en hausse



La hausse du prix des charges en élevage a été supérieure à celle du prix du lait payé aux producteurs (+1,6% contre +0,9% / 2016). L'indice IPAMPA lait de chèvre, qui mesure les coûts des approvisionnements des élevages caprins, s'est ainsi établi en moyenne annuelle à 109,8 en 2017 contre 108,1 en 2016 (base 100 en 2010). Un tel niveau reste toutefois inférieur à celui de 2015 (110,6) avec un prix du lait plus élevé. La hausse de l'IPAMPA est principalement imputable à la hausse du prix de l'aliment acheté (43% des charges en élevage caprin) et de l'énergie.

[1] Par rapport aux données issues de l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

PREVISIONS 2018 : Production laitière européenne relancée

Grâce à un cheptel rajeuni, la production laitière européenne devrait progresser au 1er comme au 2nd semestre, à un rythme annuel proche de celui de 2017. Le prix du lait restera probablement stimulant dans presque tous les pays membres. Il devrait peu évoluer d'une année sur l'autre, la très bonne valorisation de la matière grasse atténuant, comme en 2017, la médiocre valorisation des protéines laitières.

Cheptel européen plutôt étoffé

En 2018, l'évolution du cheptel laitier dépendra bien entendu de l'évolution de la conjoncture laitière qui s'annonce plutôt bonne. En France et en Allemagne, il pourrait s'éroder au même rythme qu'en 2017, respectivement de -0,8% et -0,4% en un an. D'un côté le rythme des cessations se maintiendra et de l'autre les agrandissements seront probablement plus progressifs et moins systématiques. Après deux années de crise, l'amélioration des trésoreries redonne des perspectives et relance les projets. Toutefois les nouveaux investissements seront probablement plus modérés : les éleveurs étant plus prudents et les banques plus exigeantes. En Irlande, le cheptel continuera de s'étoffer. Au Royaume-Uni et en Pologne, il pourrait se stabiliser.

Aux Pays-Bas, le cheptel laitier baissera encore, plus ou moins vite selon le devenir de la dérogation à la directive nitrates, arrivée à échéance fin 2017. Nous retenons l'option d'une baisse modérée, auquel cas le cheptel européen perdrait 175 000 vaches (-0,8% /2017), ce qui le ramènerait à 23,1 millions de têtes fin 2018.

Collecte croissante dans la plupart des États membres

La collecte progresserait dans presque tous les pays membres. La croissance sera aussi forte qu'en 2017 en Irlande, en Pologne et au Royaume-Uni, sous réserve de bonnes conditions climatiques au printemps. Elle sera plus modérée en Allemagne et en France, dans la moyenne de l'UE-28. La production sera au mieux stationnaire aux Pays-Bas, mais aussi en Finlande, en Suède et en Hongrie.

En somme, la collecte annuelle de l'UE-28 progresserait de 2% /2017, avec une croissance toujours forte en Irlande (+8%) et en Pologne (+5%), modérée dans la plupart des pays membres (entre +2 et +3%), plus modeste en France et dans les pays baltes (+1 à +1,5%), nulle aux Pays-Bas.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN DU LAIT DE VACHE						
	2014	2015	2016	2017e	2018p	2018/17
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,6	23,6	23,5	23,3	23,1	-0,8%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	160	163	163	165	168	+1,5%
Collecte laitière	149	153	153	156,2	159,3	+2,0%
Variation de stock	+1,5	+1,2	+0,2	+0,1	+0,1	
Importations	1,5	1,1	1,2	1,0	1,0	=
Exportations	17	18	18	19,1	20,5	+7%
Utilisation européenne	143	145	146	146,8	148,0	+0,8%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 702	9 950	10 148	10 351	10 558	+2%
Beurre	2 120	2 190	2 200	2 200	2 280	+4%
Poudres de lait	2 370	2 475	2 495	2 479	2 570	+4%
Poudre de lactosérum	2 200	2 100	2 050	2 095	2 150	+3%
e : estimations p : prévisions						
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres						

Position renforcée sur le marché mondial

Le supplément de collecte européenne, prévu à 3,1 millions de tonnes de lait, serait essentiellement transformé en fromages (+2% /2017), en beurre et en ingrédients laitiers (+4%) ; les fabrications de produits de grande consommation progressant faiblement.

Les fabrications supplémentaires seraient pour une bonne moitié (55%) commercialisées sur le marché européen et pour une petite moitié (45%) exportées sur les pays tiers. La consommation européenne évoluerait de +0,8% à 148 000 tonnes équivalent lait grâce à une hausse de 0,5% par habitant à 288 litres et à la progression démographique (+0,3%).

Les exportations de produits laitiers atteindraient 20,5 millions de TEL. Les exportations de fromages seraient toujours aussi dynamiques. Celles de beurre remonteraient à plus de 200 000 t grâce des fabrications croissantes de beurre/poudre maigre. Celles de poudre maigre pourraient progresser aussi avec des disponibilités (fabrications + stocks) aussi abondantes qu'en 2017. Cependant l'ampleur des exportations de poudre maigre dépendra notamment de la politique de gestion des stocks d'intervention par la Commission européenne.

En 2018, les déstockages s'annoncent limités, sauf débouché alternatif par exemple dans l'alimentation animale (option coûteuse), de même que les entrées. Les achats à l'intervention se feront au compte-goutte sous forme d'adjudications, le plafond de 109 000 t au prix d'intervention ayant été désactivé. Cette option neutralise l'emploi de l'intervention dans un contexte où la très bonne valorisation de la matière grasse laitière compense la dépréciation des protéines laitères.

Un équilibre des marchés difficile à prévoir

En conclusion, nous ne pouvons exclure une croissance plus forte de la production laitière européenne ou/et une reprise plutôt dynamique de la production laitière dans l'hémisphère Sud au 2nd semestre. Auquel cas, de tels scénarii détendraient plus ou moins le marché de la matière grasse, mais plomberaient davantage celui des protéines laitères. De même des incidents climatiques, diplomatiques ou économiques, par définition non prévisibles, peuvent intervenir et affecter l'équilibre des marchés dans un sens comme dans un autre. L'année 2018 s'annonce encore pleine d'incertitudes...

Extrait de l'Annuel Bovins lait « Redressement des marchés en 2017. Équilibre précaire en 2018 ». Dossier Économie de l'élevage n° 486, mars 2018

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)